

Préparer le terrain pour l'exode permanent de Gaza

Description

Alors que l'Égypte se préparerait à un afflux de réfugiés et que l'UNRWA est au bord de l'effondrement, les fantasmes d'Israël concernant la seconde Nakba pourraient bientôt devenir réalité.

Par Samer Badawi, le 19 février 2024



Des soldats israéliens près de la barrière de Gaza, dans le sud d'Israël, le 7 janvier 2024. (Chaim Goldberg/Flash90)

La plupart des Palestiniens de la bande de Gaza étant d'origine piégés à l'intérieur de la pointe sud de l'enclave, l'assaut israélien auquel ils avaient tenté d'échapper les a suivis jusqu'à Rafah. Quelque 1,4 million de personnes sont coincées contre une frontière égyptienne pratiquement imperméable, tandis que l'entrée de l'aide vitale est constamment bloquée. À Karem Abu Salem (Kerem Shalom), le point de passage sud-est directement contrôlé par Israël, des Israéliens juifs ont tenté de bloquer les convois de nourriture en provenance d'Égypte, en corrélation avec la rhétorique génocidaire de leurs dirigeants.

Où donc les Palestiniens de Gaza, affamés et sans abri, peuvent-ils aller ?

La question se pose pour chaque massacre à Rafah, où les attaques israéliennes se sont succédées au cours des quatre derniers mois. La semaine dernière, plus de [100 Palestiniens](#) ont péri au cours d'une seule nuit de frappes intenses que les militaires israéliens, soucieux de libérer deux otages, ont qualifiées de « [diversion](#) ». Ces attaques pourraient être le signe d'une situation pire encore : le responsable des affaires humanitaires des Nations unies, Martin Griffiths, a [mis en garde](#) contre un « massacre » si le Premier ministre Benjamin Netanyahu procède à l'assaut terrestre promis sur Rafah.

Plutôt que d'insister sur un cessez-le-feu, la Maison Blanche a lancé des [appels à l'arrêt](#) à Israël pour qu'il protège les civils de Gaza, comme si l'armée qui a tué plus de [12 000 enfants palestiniens](#) avait le moindre intérêt à épargner les innocents. Sachant cela, certains Palestiniens ont tenté de retourner dans le nord, mais la [famine](#) qui menace les personnes déplacées signifie que toute sécurité, aussi insaisissable soit-elle, cèdera bientôt la place à la faim. L'UNRWA, l'agence des Nations unies chargée de la distribution des denrées alimentaires à Gaza, indique que le dernier de ses convois d'aide à atteindre le nord est arrivé il y a plus de trois semaines, le [23 janvier](#).

La nourriture se faisant rare et un abri sûr étant un pari, des centaines de familles de Gaza ont [collecté de l'argent en ligne](#) pour couvrir les « services de coordination » intermédiaires égyptiens, qui demandent des [milliers de dollars](#) pour assurer le passage par Rafah. La demande pour ces sorties dépasse largement la volonté du gouvernement égyptien de les satisfaire, et les Palestiniens craignent de n'avoir bientôt plus d'autre choix que de s'amasser à la frontière, implorant un refuge dans le désert du Sinaï.



Un camp de tentes temporaire mis en place pour les Palestiniens qui ont été déplacés d'autres parties de la bande est vu à Rafah, au sud de Gaza, le 30 janvier 2024. (Atia Mohammed/Flash90)

Ce scénario pourrait inciter le gouvernement égyptien à se préparer à un exode massif par Rafah, selon un [rapport](#) publié la semaine dernière par la [Fondation du Sinaï pour les droits humains](#). Le rapport cite des sources anonymes impliquées dans la construction d'une « zone de sécurité » dans l'est du Sinaï, où des murs de sept mètres sont érigés « dans le but d'accueillir les réfugiés de Gaza ». Des fonctionnaires égyptiens ont déclaré à [Ahram Online](#) que la zone était une « plaque tournante logistique » pour l'acheminement de l'aide « par le poste-frontière de Rafah », bien qu'il ne soit pas clair comment une telle plaque tournante pourrait aider à surmonter les entraves israéliennes aux exportations.

La Fondation du Sinaï a étayé ses affirmations par des photos du chantier, où elle affirme que les activités ont commencé le 12 février, jour où Israël a lancé son assaut le plus féroce ce jour sur Rafah. L'Associated Press a également [confirmé](#) ces activités à l'aide d'images satellite de la zone. [Muhannad Sabry](#), journaliste égyptien et spécialiste du Sinaï, a déclaré à la Fondation du Sinaï que les préparatifs en vue du déplacement anticipé avaient lieu « en coordination avec Israël et les États-Unis ».

Si le sentiment de sécurité d'Israël repose en quelque sorte sur le fait de vider Gaza de sa population, Netanyahu et ses soutiens américains ont résisté à l'idée de le dire publiquement. Les membres du cabinet de M. Netanyahu, en revanche, [n'ont pas eu cette inhibition](#).

En effet, les Israéliens ont depuis longtemps laissé entendre qu'ils espéraient une seconde Nakba palestinienne. Dès le mois d'octobre, +972 [rapportait](#) l'appel de l'ancien vice-ministre israélien des affaires étrangères, Danny Ayalon, à établir des « villes de tentes » dans le Sinaï, où il voyait « une immense étendue, un espace presque infini ». Quatre jours après le début de l'assaut israélien, le secrétaire d'État américain Antony Blinken, interrogé sur la possibilité d'assurer un « passage sûr hors de Gaza » pour les civils palestiniens, a [déclaré aux journalistes](#) que la Maison-Blanche « en parlait à l'Égypte ».



Des Israéliens de droite bloquent le passage de Kerem Shalom, empêchant les camions d'aide de passer en Israël pour être inspectés avant d'entrer dans la bande de Gaza, dans le sud d'Israël, le 8 février 2024. (Oren Ziv)

Bien que le président égyptien Abdel Fattah el-Sisi ait à plusieurs reprises [rejeté](#) cette possibilité, le média Mada Masr, basé au Caire, a cité, dans un rapport publié en octobre et [rattrapé](#) par la suite, des fonctionnaires ayant connaissance d'«incitations économiques» liées à l'«acceptation par Israël d'un afflux important de Palestiniens d'origine».

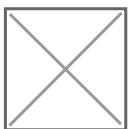
Le rapport de Mada Masr n'est plus disponible en ligne, mais il correspond à des déclarations plus récentes de responsables israéliens et américains, qui ont insisté sur la «orientation des fonds de l'UNRWA pour répondre aux besoins potentiels des habitants de Gaza fuyant vers les pays voisins». Cette formulation figure dans un [memo](#) de la Maison Blanche daté du 20 octobre, qui demande un financement supplémentaire pour aider Israël à «établir la sécurité territoriale».

L'UNRWA à genoux

Entre-temps, les deux gouvernements se sont mis d'accord sur des plans visant à affaiblir l'UNRWA en suspendant ses fonds à la suite d'allégations selon lesquelles une poignée de ses employés auraient été impliqués dans l'attentat du 7 octobre ; de nombreux États européens ont fait de même, malgré [l'absence de preuves sérieuses](#) et la nature disproportionnée de la réponse.

Sans l'agence à dont les zones d'opération, outre les territoires occupés, couvrent la Jordanie, le Liban et la Syrie les Palestiniens de Gaza ont peu de chances de survivre à l'assaut actuel, et encore moins de reconstruire l'enclave une fois qu'il aura pris fin.

Depuis quatre mois, Israël a systématiquement ciblé et détruit non seulement les institutions de la gouvernance du Hamas à Gaza, mais aussi une grande partie de la présence de l'UNRWA dans la région. Alors que les [camps](#) et les [camps de réfugiés](#) de l'UNRWA ont fait l'objet de frappes israéliennes répétées lors de l'opération Bordure protectrice de 2014, le dernier assaut a visé directement le [siège de l'UNRWA](#) et a empêché l'agence d'accéder à toutes ses installations au nord de Wadi Gaza, qui divise l'enclave en deux.



Des enfants palestiniens jouent dans une école de l'UNRWA à Khan Younis, dans le sud de la bande de Gaza, le 23 octobre 2023. (Atia Mohammed/Flash90)

Les fonctionnaires actuels et anciens de l'UNRWA qui ont parlé à +972 ont déclaré qu'il n'y avait pas de précédent à la situation actuelle. Lex Takkenberg, qui a passé trois

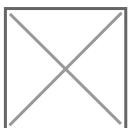
décennies à travailler avec l'UNRWA, dernièrement en tant que responsable de l'éthique, a rappelé la destruction de la ville de Jéricho, dans le nord de la Cisjordanie, lors de l'invasion israélienne en 2002. Cette opération, qui s'inscrivait dans le cadre de ce qui était alors le plus grand renforcement militaire israélien en Cisjordanie [depuis la guerre de 1967](#), a tué des dizaines de Palestiniens et rasé une grande partie du camp de réfugiés administré par l'UNRWA qui borde la ville.

« Il nous a fallu plus d'un an pour enlever les munitions non explosées et les décombres », a déclaré M. Takkenberg, qui a été brièvement responsable de l'effort de reconstruction de l'UNRWA à Jéricho. Il estime que la zone détruite, qu'il appelle « ground zero », avait une superficie de « cinq à dix terrains de football ».

En comparaison, la destruction de Gaza, dont la population est environ 100 fois supérieure à celle du [camp de réfugiés de Jéricho](#), est apocalyptique. La bande de Gaza, qui s'étend sur 25 miles, a déjà perdu environ 60 % de ses logements, selon le [Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations unies](#) (OCHA).

Mais la « véritable intention génocidaire » de l'Israël, a poursuivi M. Takkenberg, se manifeste par la destruction d'infrastructures essentielles telles que les écoles et les centres de santé. L'OCHA [indique](#) qu'environ deux tiers des hôpitaux de Gaza ne fonctionnent plus et que 140 écoles ont été endommagées ou détruites, les autres étant soit abandonnées, soit utilisées comme abris par des centaines de milliers de Palestiniens déplacés. L'UNRWA [estime](#) que plus d'un million de Gazaouis ont trouvé refuge dans ses installations à travers la bande.

Confronté à un gel de ses financements par son principal bailleur de fonds, les États-Unis, ainsi que par 15 [autres pays](#), l'agence envisage une série de « [tactiques de gestion financière](#) » pour aider à poursuivre son travail au-delà de février. [Selon](#) les responsables de l'UNRWA, c'est à ce moment-là que ses réserves de financement seront probablement épuisées, ce qui empêchera de payer les salaires ou de gérer la distribution de nourriture et d'autres aides vitales dans la bande de Gaza.



Des Palestiniens reçoivent de l'aide alimentaire dans un centre de distribution des Nations Unies (UNRWA) dans le camp de réfugiés de Rafah, dans le sud de la bande de Gaza, le 14 juin 2021. (Abed Rahim Khatib/Flash90)

« Nous faisons tout ce que nous pouvons pour essayer de convaincre ces donateurs de revenir sur leur décision, pour encourager d'autres donateurs [actuels] à augmenter leur financement et pour attirer de nouveaux donateurs », a déclaré Juliette Touma, directrice mondiale de la communication de l'UNRWA, à +972. Lorsque je lui ai demandé si l'agence envisageait de réduire son travail dans d'autres endroits pour soutenir son aide d'urgence à Gaza, elle a reconnu qu'il s'agissait d'une « question juste » et que « toutes les options sont sur la table », mais elle a gardé l'espoir que l'agence obtiendrait suffisamment de fonds pour

continuer sans interruption.

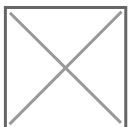
Même si les donateurs peuvent aider à combler une partie du déficit de financement de l'UNRWA, on ne sait pas comment l'agence peut surmonter les multiples obstacles bureaucratiques créés par le gouvernement israélien. L'état a refusé d'évacuer les manifestants de droite qui bloquaient l'aide par Kareem Abu Salem, et le ministre israélien des finances, Bezalel Smotrich, a demandé aux entrepreneurs du port d'Ashdod de ne pas livrer à l'UNRWA les cargaisons de farine dont il a tant besoin. Le 15 février, la Knesset a adopté un [projet de loi](#) interdisant à l'agence d'opérer sur le « territoire souverain » d'Israël.

Rendre le déplacement permanent

Alors que Netanyahu [rejette toute souveraineté palestinienne](#) sur Gaza et qu'il n'existe aucun plan viable pour mettre en place une autorité internationale, Israël semble vouloir assumer la « [responsabilité de la sécurité](#) » dans la bande de Gaza. La [résistance](#) permanente du Hamas et la présence de quelque 2,2 millions de civils, dont [70 %](#) sont pris en charge par l'UNRWA, lui barrent la route.

Pousser le plus grand nombre possible de Palestiniens hors de la bande de Gaza est depuis longtemps un [fantasme des politiciens israéliens](#). Aujourd'hui, alors qu'environ la moitié de la population de la bande de Gaza est acculée à la frontière égyptienne et qu'une grande partie de l'autre moitié est menacée de famine, Israël semble plus proche que jamais de réaliser ce fantasme.

Le déplacement forcé n'est cependant qu'un des objectifs d'Israël ; le rendre permanent en est un autre. Créé en 1949, l'UNRWA est qui était à l'origine « un instrument de la politique explicite des États-Unis », mais a rappelé M. Takkenberg a soutenu cinq générations de réfugiés palestiniens, y compris dans les situations d'urgence, selon la division de l'enregistrement et de l'admissibilité de l'agence. Tant donné que les Palestiniens repoussés dans le Sinaï ne seraient plus dans la zone d'opérations de l'UNRWA, leur droit au retour, [insistent](#) Israël et ses partisans, deviendrait également sans objet.



Des Palestiniens fuient Khan Younis dans le sud de la bande de Gaza, le 26 janvier 2024.
(Abed Rahim Khatib/Flash90)

Cet argument n'est pas vrai, selon [Francesca Albanese](#) qui, avec M. Takkenberg, a coécrit [un livre](#) sur les droits des réfugiés palestiniens paru en 2020 et qui est actuellement rapporteur spécial des Nations unies sur les territoires palestiniens occupés.

[Écrivant](#) pour l'Institute for Palestine Studies en 2018, alors que l'administration Trump avait défait l'UNRWA, Albanese a souligné que, même si les réfugiés palestiniens relevaient du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés comme tous les réfugiés non palestiniens, « la pertinence des normes internationales et des résolutions de l'ONU, telles que la résolution 194, pour les réfugiés palestiniens, resterait inchangée. » Cette résolution,

adoptée en décembre 1948, [affirme](#) que les réfugiés palestiniens qui souhaitent retourner sur leurs terres « devraient être autorisés à le faire dès que possible ».

« Forcer l'UNRWA à cesser ses activités ou forcer les réfugiés palestiniens à se réfugier en Égypte n'abolira pas les droits inaliénables des réfugiés au retour, à la restitution et à l'indemnisation », a déclaré M. Takkenberg. « Ces droits découlent de l'illégalité du nettoyage ethnique de la Palestine et ne font que se renforcer avec le temps et le développement du droit international.

Samer Badawi a rejoint +972 en 2014 et a couvert l'opération Bordure protectrice pour le magazine depuis Gaza et la Cisjordanie pendant l'été et l'automne de cette année-là. Il a écrit sur la politique américaine dans la région, sur l'activisme israélo-palestinien et sur le lien entre le mouvement pour les droits des Palestiniens et d'autres luttes de libération. Ses reportages et ses analyses ont été cités par le Washington Post, repris par Al Jazeera, la BBC et d'autres médias grand public, et ont été qualifiés d'« incontournables » par Arad Nir de la chaîne israélienne Channel 2. Il était auparavant correspondant à Washington pour Middle East International.

Source : [+972Mag](#)

Traduction : AJC pour l'Agence Média Palestine

date créée
2024/02/21